Le SNPAC demande un rendez-vous urgent à Mattei

Le Syndicat national des praticiens adjoints contractuels (SNPAC, qui compte plus de 4 000 adhérents parmi les médecins à diplôme étranger) demande à être reçu par le ministre de la Santé, Jean-François Mattei, dans les plus brefs délais. L'organisation se bat sur trois plans à la fois.

Elle milite d'abord pour « *l'accélération de l'intégration totale* » des médecins diplômés hors d'Europe et qui ont réussi à devenir praticiens adjoints contractuels (PAC), voire praticiens hospitaliers (PH), ou à obtenir l'autorisation d'exercer la médecine en France *via* le certificat de synthèse clinique et thérapeutique (CSCT). Des médecins qui n'ont pas tous eu accès à des postes correspondant à leur statut et qui ne sont toujours pas représentés dans les CME (commissions médicales d'établissement) de leurs hôpitaux.

Le SNPAC voudrait ensuite que le gouvernement trouve « *une solution juste et équitable* » pour les 2 000 médecins - ils sont davantage si l'on compte ceux qui sont arrivés très récemment - auxquels aucune solution d'intégration n'est pour l'instant proposée. Enfin, il exige pour les nouveaux arrivants - ceux à qui les pouvoirs publics vont proposer des concours par spécialité (« le Quotidien » du 20 novembre) - « *un système transparent avec des objectifs clairs* ». Déterminé à obtenir satisfaction, le SNPAC rappelle que les médecins qu'il représente sont « *tout à fait capables de bloquer les gardes de l'hôpital public* ».